



RAPPORT DE GESTION

3

Trimestre terminé
le 30 septembre 2016

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société », le « Groupe » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le troisième trimestre de 2016 et les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 1^{er} novembre 2016, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « troisième trimestre de 2016 » et le « troisième trimestre de 2015 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 30 septembre 2016 et 2015, et les « neuf premiers mois de 2016 » et les « neuf premiers mois de 2015 » correspondent aux périodes de neuf mois closes respectivement les 30 septembre 2016 et 2015. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2015 de 5N Plus daté du 23 février 2016 et aux notes 11 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2016 et 2015, qui peuvent être consultés sur le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur Matériaux électroniques est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction du secteur Matériaux écologiques est responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants du troisième trimestre de 2016 – Meilleure performance trimestrielle du BAIIA ajusté depuis la fin de l'exercice 2014

- La Société a inscrit un BAIIA ajusté¹ et un BAIIA¹ de respectivement 6,8 M\$ et 2,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 contre un BAIIA ajusté positif de 1,1 M\$ et un BAIIA négatif de 26,1 M\$ au troisième trimestre de 2015. Cette hausse du BAIIA ajusté témoigne d'une croissance de la rentabilité depuis les six derniers trimestres, facilitée par la stabilité relative des prix des produits de base, ainsi que des progrès réalisés quant à l'optimisation de la composition des ventes et à la diminution des charges d'exploitation.
- Le 12 septembre 2016, la Société a dévoilé son plan stratégique, « 5N21 » (le « plan »), qui met l'accent sur l'amélioration de la rentabilité et la réduction de la volatilité des résultats. Le nouveau plan s'articule autour de trois piliers principaux : optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval; dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux et assurer une croissance continue grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures.
- Dans le cadre du plan, plus particulièrement dans l'optique de dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux, le 29 septembre 2016, la Société a annoncé son intention de regrouper les activités qu'elle exerce à Wellingborough, au Royaume-Uni, avec d'autres installations du Groupe. Elle a également annoncé le regroupement des activités qu'elle exerce à DeForest, dans l'État du Wisconsin, aux États-Unis, et à Fairfield, dans l'État du Connecticut, aux États-Unis, au sein d'une nouvelle installation modernisée aux dimensions appropriées pour le premier semestre de 2017. Ces initiatives permettront d'améliorer l'utilisation de la capacité des usines, de réduire les coûts de structure liés aux stocks, de pallier les activités peu rentables et d'augmenter les activités à valeur ajoutée. Pour le troisième trimestre de 2016, ces initiatives ont entraîné la comptabilisation d'une charge de 3,5 M\$, pour un délai de récupération estimé de deux ans applicable au BAIIA, et d'une charge de 1,8 M\$ au titre de l'amortissement accéléré.
- La dette nette¹ a été réduite davantage au cours du trimestre et s'établissait à 20,1 M\$ au 30 septembre 2016 par rapport à 46,7 M\$ il y a un an, grâce à la diminution des besoins en fonds de roulement¹ et à la meilleure performance financière globale.
- Touchés par la baisse importante des prix des produits de base sous-jacents au cours de 2015, les produits pour le troisième trimestre de 2016 ont atteint 55,5 M\$ par rapport à 68,7 M\$ pour le trimestre correspondant de 2015. La marge brute¹ s'est améliorée pour s'établir à 26,2 % pour le troisième trimestre de 2016 comparativement à une marge brute négative pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le carnet de commandes¹ avait atteint, au 30 septembre 2016, un niveau de 148 jours de ventes en cours, soit une baisse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au premier et au quatrième trimestres de l'exercice. Pour le troisième trimestre de 2016, les nouvelles commandes¹ représentaient 77 jours par rapport à 86 jours au deuxième trimestre de 2016 et 50 jours au troisième trimestre de 2015.
- Le 5 octobre 2016, la Bourse de Toronto a approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, visant l'achat aux fins d'annulation d'actions composant 1,35 % du flottant de la Société.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Après avoir amélioré sa rentabilité pendant le premier semestre de 2016, la Société a continué d'accroître sa performance opérationnelle au cours du troisième trimestre, ayant ainsi enregistré le meilleur BAIIA ajusté trimestriel depuis la fin de l'exercice 2014, essentiellement grâce à la solidité de la demande pour plusieurs de ses produits et à la composition favorable des ventes, tandis que les prix des métaux utilisés par la Société dans la fabrication de ses produits sont demeurés relativement stables.

Au cours de la période considérée, la demande pour les produits à base de gallium s'est considérablement améliorée après deux trimestres de résultats décevants, alors que la demande pour presque tous les autres produits a été égale ou supérieure à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La Société a maintenu son approche sélective dans le développement de ses activités, ce qui a contribué à la composition favorable des ventes et à l'amélioration de la marge brute par rapport à l'exercice précédent. De plus, la Société a continué de gérer sa trésorerie rigoureusement, ce qui lui a permis d'atteindre son niveau de liquidité le plus élevé depuis le début de 2012 et son niveau d'endettement net le plus bas depuis l'acquisition de MCP en 2011, terminant ainsi le trimestre, une fois encore, avec un bilan robuste, sans avoir eu recours à sa facilité de crédit.

Synthèse des résultats

| | T3 2016 | T3 2015 | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 |
|---|-----------|-----------|----------------------------|----------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 55 491 | 68 732 | 176 794 | 251 645 |
| Charges d'exploitation* | (48 675) | (67 680) | (161 014) | (248 360) |
| BAlIA ajusté ¹ | 6 816 | 1 052 | 15 780 | 3 285 |
| Dépréciation des stocks | - | (27 245) | - | (33 745) |
| Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée | - | (2 447) | - | (2 447) |
| Coûts des litiges et de restructuration | (4 915) | (500) | (5 945) | (500) |
| Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures | 258 | 194 | 6 | 1 840 |
| Profits (pertes) de change et au titre de dérivés | (93) | 2 810 | 467 | 2 871 |
| BAlIA ¹ | 2 066 | (26 136) | 10 308 | (28 696) |
| Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts | 1 826 | 2 125 | 6 390 | 6 955 |
| Amortissement | 3 693 | 2 422 | 8 619 | 19 879 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | (3 453) | (30 683) | (4 701) | (55 530) |
| Charge (recouvrement) d'impôt | | | | |
| Exigible | 539 | (417) | 1 585 | (389) |
| Différé | 240 | 1 905 | (232) | (555) |
| | 779 | 1 488 | 1 353 | (944) |
| Résultat net | (4 232) | (32 171) | (6 054) | (54 586) |
| Résultat de base par action | (0,05) \$ | (0,38) \$ | (0,07) \$ | (0,65) \$ |
| Résultat dilué par action | (0,05) \$ | (0,38) \$ | (0,07) \$ | (0,65) \$ |

* Compte non tenu des coûts des litiges et de restructuration et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute

| | T3 2016 | T3 2015 | Variation | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 | Variation |
|---|---------------|-----------------|----------------|----------------------------|----------------------------|---------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Matériaux électroniques | 20 431 | 24 999 | (18) % | 59 705 | 85 432 | (30) % |
| Matériaux écologiques | 35 060 | 43 733 | (20) % | 117 089 | 166 213 | (30) % |
| Total des produits | 55 491 | 68 732 | (19) % | 176 794 | 251 645 | (30) % |
| Coût des ventes | (44 583) | (88 923) | (50) % | (145 235) | (265 469) | (45) % |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 3 606 | 2 341 | 54 % | 8 307 | 6 318 | 31 % |
| Marge brute¹ | 14 514 | (17 850) | (181) % | 39 866 | (7 506) | 631 % |
| Pourcentage de marge brute¹ | 26,2 % | (26,0) % | | 22,5 % | (3,0) % | |

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2016, les produits ont diminué de respectivement 19 % et 30 % par rapport aux périodes correspondantes de 2015. Ces baisses s'expliquent principalement par une importante diminution des prix des produits de base sous-jacents ayant débuté au cours de 2015 pour les deux secteurs. Bien que le volume des ventes ait été légèrement inférieur pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la marge brute¹ s'est considérablement améliorée grâce à la relative stabilité des prix des métaux soutenue par notre approche sélective favorisant les produits à plus forte marge.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

BAIIA et BAIIA ajusté

| | T3 2016 | T3 2015 | Variation | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 | Variation |
|---------------------------------|--------------|-----------------|--------------|----------------------------|----------------------------|--------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ | |
| Matériaux électroniques | 6 313 | 2 884 | 119 % | 14 713 | 10 676 | 38 % |
| Matériaux écologiques | 3 360 | 804 | 318 % | 10 923 | (538) | 2 130 % |
| Siège social | (2 857) | (2 636) | 8 % | (9 856) | (6 853) | (44) % |
| BAIIA ajusté¹ | 6 816 | 1 052 | 548 % | 15 780 | 3 285 | 380 % |
| BAIIA¹ | 2 066 | (26 136) | 108 % | 10 308 | (28 696) | 136 % |

Le BAIIA¹ s'est établi à 2,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 contre un BAIIA négatif de 26,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2015. La stabilité relative des prix pour la plupart des métaux, et l'absence de charge de dépréciation des stocks ont eu une incidence positive sur la marge du BAIIA¹, atténuée par les coûts des litiges et de restructuration. Au cours du troisième trimestre de 2015, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation des stocks de 27,2 M\$ et un profit de change de 3,5 M\$ sur la débenture convertible libellée en dollars canadiens, qui est couverte par un swap de devises depuis le 7 décembre 2015. Pour les raisons indiquées ci-dessus, le BAIIA s'est établi à 10,3 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016 par rapport à un BAIIA négatif de 28,7 M\$ pour la période correspondante de 2015.

Pour le troisième trimestre de 2016, le BAIIA ajusté¹ a augmenté de 5,7 M\$ pour s'établir à 6,8 M\$ par rapport à 1,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2015, grâce à l'augmentation des marges réalisées et à des charges d'exploitation moins élevées. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 3,4 M\$ pour atteindre 6,3 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 31 % comparativement à 12 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 2,6 M\$ pour atteindre 3,4 M\$ par rapport à un BAIIA ajusté de 0,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2015. La comptabilisation de montants au titre des régimes d'intéressement à court et à long termes s'est répercutée sur le BAIIA ajusté du secteur Siège social pour le troisième trimestre de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015.

Pour les raisons indiquées ci-dessus, le BAIIA ajusté pour les neuf premiers mois de 2016 a augmenté de 12,5 M\$ pour s'établir à 15,8 M\$ par rapport à 3,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 4,0 M\$ pour atteindre 14,7 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 25 % comparativement à 12 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 11,5 M\$ pour atteindre 10,9 M\$ par rapport à un BAIIA ajusté négatif de 0,5 M\$ pour la période correspondante de 2015. Le moment de la comptabilisation de crédits d'impôt au titre des frais de recherche et de développement ainsi que la comptabilisation de provisions au titre des régimes d'intéressement à court et à long termes se sont répercutés sur la baisse du BAIIA ajusté du secteur Siège social pour les neuf premiers mois de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015. Des produits tirés d'une demande d'indemnisation avaient également été comptabilisés au deuxième trimestre de 2015.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Résultat net et résultat net ajusté

| | T3 2016 | T3 2015 | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 |
|--|----------------|------------------|----------------------------|----------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Résultat net | (4 232) | (32 171) | (6 054) | (54 586) |
| Résultat de base par action | (0,05) \$ | (0,38) \$ | (0,07) \$ | (0,65) \$ |
| Éléments de rapprochement : | | | | |
| Dépréciation des stocks | - | 27 245 | - | 33 745 |
| Amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles | - | - | - | 11 834 |
| Amortissement accéléré d'immobilisations corporelles | 1 804 | - | 1 804 | - |
| Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée | - | 2 447 | - | 2 447 |
| Coûts des litiges et de restructuration | 4 915 | 500 | 5 945 | 500 |
| Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures | (258) | (194) | (6) | (1 840) |
| Impôt sur les éléments imposables ci-dessus | 69 | (3 479) | 1 | (6 349) |
| Résultat net ajusté¹ | 2 298 | (5 652) | 1 690 | (14 249) |
| Résultat net de base ajusté par action¹ | 0,03 \$ | (0,07) \$ | 0,02 \$ | (0,17) \$ |

Pour le troisième trimestre de 2016, la perte nette a été de 4,2 M\$, comparativement à une perte nette de 32,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2015. Le résultat net ajusté¹ s'est amélioré de 8,0 M\$, atteignant 2,3 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, par rapport à une perte nette ajustée¹ de 5,7 M\$ pour le troisième trimestre de 2015. Les principaux ajustements (autre l'impôt sur le résultat) apportés au résultat net pour le trimestre considéré sont le montant de la charge au titre de l'amortissement accéléré d'immobilisations corporelles et le montant des coûts des litiges et de restructuration, découlant de l'annonce récente de la Société d'optimiser sa présence géographique.

La perte nette a été de 6,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016 comparativement à une perte nette de 54,6 M\$ pour les neuf premiers mois de 2015. La perte nette ajustée a diminué de 15,9 M\$, passant de 14,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2015 à un résultat net ajusté de 1,7 M\$. Les principaux ajustements (autre l'impôt sur le résultat) apportés au résultat net depuis le début de 2016 sont le montant des coûts non récurrents engagés à la suite de la fermeture d'un bureau administratif en Europe, le montant du règlement de contrats d'approvisionnement défavorables, ainsi que le montant de la charge au titre de l'amortissement accéléré d'immobilisations corporelles et le montant des coûts des litiges et de restructuration, découlant de l'annonce récente de la Société d'optimiser sa présence géographique.

Charges de dépréciation des stocks

| | T3 2016 | T3 2015 | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 |
|-------------------------|----------|---------------|----------------------------|----------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériaux électroniques | - | 16 616 | - | 16 616 |
| Matériaux écologiques | - | 10 629 | - | 17 129 |
| Total | - | 27 245 | - | 33 745 |

Aucune charge de dépréciation des stocks n'a été comptabilisée pour le troisième trimestre de 2016, ni pour les neuf premiers mois de 2016, ce qui confirme l'analyse de la valeur nette de réalisation attendue au 30 septembre 2016, par rapport à une charge de dépréciation des stocks de respectivement 27,2 M\$ et 33,7 M\$ comptabilisée au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2015, se rapportant principalement au sélénium et à certains produits à base de bismuth.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Nouvelles commandes et carnet de commandes

| | CARNET DE COMMANDES ¹ | | | NOUVELLES COMMANDES ¹ | | |
|-------------------------|----------------------------------|---------------|----------------|----------------------------------|---------------|---------------|
| | T3 2016 | T2 2016 | T3 2015 | T3 2016 | T2 2016 | T3 2015 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériaux électroniques | 40 929 | 49 790 | 54 965 | 11 570 | 21 015 | 11 596 |
| Matériaux écologiques | 49 046 | 48 825 | 45 603 | 35 281 | 33 362 | 26 355 |
| Total | 89 975 | 98 615 | 100 568 | 46 851 | 54 377 | 37 951 |

| (nombre de jours en fonction des produits annualisés)* | CARNET DE COMMANDES ¹ | | | NOUVELLES COMMANDES ¹ | | |
|--|----------------------------------|---------|---------|----------------------------------|---------|---------|
| | T3 2016 | T2 2016 | T3 2015 | T3 2016 | T2 2016 | T3 2015 |
| Matériaux électroniques | 183 | 231 | 201 | 52 | 97 | 42 |
| Matériaux écologiques | 128 | 118 | 95 | 92 | 81 | 55 |
| Moyenne pondérée | 148 | 157 | 134 | 77 | 86 | 50 |

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Au 30 septembre 2016, le carnet de commandes¹ représentait au total 148 jours de produits annualisés, par rapport à 157 jours au 30 juin 2016, soit une baisse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au premier et au quatrième trimestres de l'exercice. Cette baisse est également le résultat de deux trimestres marqués par un volume important d'expéditions.

Au 30 septembre 2016, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 183 jours de produits annualisés pour le secteur, en baisse de 48 jours, soit 21 %, par rapport au carnet de commandes du deuxième trimestre de 2016, en raison des deux facteurs suivants : la courbe de renouvellement de la plupart des contrats et les trimestres marqués par des volumes d'expéditions importants, surtout dans le secteur de l'énergie solaire. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 128 jours de produits annualisés pour le secteur, soit une augmentation de 10 jours, ou 8 %, par rapport au carnet de commandes du deuxième trimestre de 2016.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 45 jours par rapport au deuxième trimestre de 2016, soit une baisse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au premier et au quatrième trimestres de l'exercice. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 92 jours pour le troisième trimestre de 2016, soit une augmentation de 11 jours, comparativement à 81 jours pour le deuxième trimestre de 2016.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Au 30 septembre 2016, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait diminué de 18 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, augmenté de 33 jours, par rapport au 30 septembre 2015.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 10 jours, et celles du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 37 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

| | T3 2016 | T3 2015 | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 |
|--|---------------|---------------|----------------------------|----------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Amortissement | 3 693 | 2 422 | 8 619 | 19 879 |
| Frais généraux, frais de vente et frais d'administration | 6 640 | 7 443 | 19 791 | 21 186 |
| Coûts des litiges et de restructuration | 4 915 | 500 | 5 945 | 500 |
| Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée | - | 2 447 | - | 2 447 |
| Charges financières (produits financiers) | 1 661 | (879) | 5 917 | 2 244 |
| Charge (recouvrement) d'impôt | 779 | 1 488 | 1 353 | (944) |
| Total des charges | 17 688 | 13 421 | 41 625 | 45 312 |

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 3,7 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 et à 8,6 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016 par rapport à respectivement 2,4 M\$ et 19,9 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. L'augmentation au troisième trimestre de 2016 s'explique principalement par une charge au titre de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations corporelles de 1,8 M\$ découlant de l'annonce récente de la Société, en septembre 2016, d'optimiser sa présence géographique. La diminution entre la période de neuf mois de 2016 et celle de 2015 s'explique principalement par une charge au titre de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles de 11,8 M\$ comptabilisée au deuxième trimestre de 2015.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 6,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 et à 19,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, par rapport à respectivement 7,4 M\$ et 21,2 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. La variation s'explique surtout par la baisse des salaires et des autres charges ainsi que par des taux de change favorables pour une grande partie des charges libellées en monnaie locale en 2016.

Coûts des litiges et de restructuration

La Société a comptabilisé une charge au titre des coûts des litiges et de restructuration de 4,9 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 et de 5,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à 0,5 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La Société, ayant annoncé récemment son intention de regrouper les activités qu'elle exerce à Wellingborough, au Royaume-Uni, avec d'autres installations du Groupe, et de regrouper les activités qu'elle exerce à DeForest, dans l'État du Wisconsin, aux États-Unis et à Fairfield, dans l'État du Connecticut, aux États-Unis au cours du premier semestre de 2017 dans une nouvelle installation modernisée aux dimensions appropriées, a comptabilisé un montant de 3,5 M\$ au titre des coûts de restructuration, des indemnités de départ et d'autres coûts découlant de la fermeture d'installations. De plus, au troisième trimestre de 2016, la Société a comptabilisé un montant de 1,0 M\$ au titre des coûts des litiges à la suite d'efforts de renégociation de contrats d'achat désavantageux. Au premier trimestre de 2016, la Société avait également comptabilisé des coûts non récurrents de 1,0 M\$ engagés à la suite de la fermeture d'un bureau administratif en Europe et en raison du règlement de contrats d'approvisionnement défavorables.

Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée

Au cours de l'exercice 2015, la Société avait évalué qu'étant donné la faiblesse des prix du marché pour le gallium, il était peu probable que l'effet à recevoir d'Ingal Stade GmbH, coentreprise détenue à 50 %, lui soit remboursé; par conséquent, elle avait comptabilisé une réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée de 2,4 M\$ au troisième trimestre de 2015 et pour les neuf premiers mois de 2015.

Charges financières et produits financiers

Les charges financières se sont établies à 1,7 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à des produits financiers de 0,9 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières de 2,5 M\$ s'explique essentiellement par une baisse des profits de change et au titre de dérivés latents. Le montant total de la débenture convertible est actuellement couvert par un swap de devises et est comptabilisé comme une couverture de flux de trésorerie depuis le 7 décembre 2015.

Les charges financières se sont établies à 5,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à 2,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières de 3,7 M\$ s'explique essentiellement par des profits moins importants découlant de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures et par une baisse des profits de change et au titre de dérivés latents, le tout en partie contrebalancé par un intérêt sur la dette à long terme moins élevé.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché une perte nette avant impôt de 3,5 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 et de 4,7 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016. La charge d'impôt s'est élevée à 0,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 et à 1,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, par rapport à une charge d'impôt de 1,5 M\$ pour le troisième trimestre de 2015 et un recouvrement d'impôt de 0,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2015. La charge d'impôt a été plus élevée pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2016 en raison des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé.

Situation financière et sources de financement

| | T3 2016 | T3 2015 | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 |
|---|--------------|----------------|----------------------------|----------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation ¹ | 238 | (620) | 7 230 | (4 117) |
| Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie | 9 160 | 14 460 | 13 026 | 51 994 |
| Activités d'exploitation | 9 398 | 13 840 | 20 256 | 47 877 |
| Activités d'investissement | (1 368) | (5 094) | (4 911) | (14 645) |
| Activités de financement | (10) | (17 156) | (947) | (37 593) |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation | 2 | (84) | 33 | (391) |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 8 022 | (8 494) | 14 431 | (4 752) |

Pour le troisième trimestre de 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 9,4 M\$, comparativement à 13,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2015. Malgré l'amélioration continue de la gestion du fonds de roulement hors trésorerie par la Société, et surtout du niveau de ses stocks exprimé en jours, l'incidence moindre sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'explique principalement par la faiblesse des prix des produits de base et son effet sur la valeur unitaire des produits de la Société, tout comme sur les créances. Pour les neuf premiers mois de 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 20,3 M\$, comparativement à 47,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie a donné lieu à une autre réduction des stocks de 6,6 M\$ et des créances de 6,8 M\$, soutenue par une hausse des dettes fournisseurs de 1,1 M\$.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 1,4 M\$ pour le troisième trimestre de 2016, et 4,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, par rapport à respectivement 5,1 M\$ et 14,6 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont été de néant pour le troisième trimestre de 2016 et se sont établis à 0,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de respectivement 17,2 M\$ et 37,6 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces diminutions s'expliquent principalement par une diminution nette des emprunts effectués aux termes de la facilité de crédit renouvelable, découlant d'une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie.

Fonds de roulement

| | Au 30 septembre 2016 | Au 31 décembre 2015 |
|--|----------------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Stocks | 82 893 | 89 052 |
| Autres actifs courants | 57 763 | 50 593 |
| Passif courant | (63 758) | (45 777) |
| Fonds de roulement ¹ | 76 898 | 93 868 |
| Ratio du fonds de roulement ¹ | 2,21 | 3,05 |

La baisse du fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2015 est principalement attribuable à une meilleure gestion des achats de matières en fonction de leur utilisation dans le cadre de nos efforts visant à réduire les stocks, à une baisse des prix des produits de base moyens et à un reclassement des autres passifs à long terme comme passifs courants.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Dette nette

| | Au 30 septembre 2016 | Au 31 décembre 2015 |
|--|----------------------|---------------------|
| | \$ | \$ |
| Dette bancaire | - | - |
| Dette à long terme, y compris la partie courante | 338 | 1 947 |
| Déventures convertibles | 44 078 | 40 288 |
| Swap de devises | (1 042) | 1 443 |
| Total de la dette | 43 374 | 43 678 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | (23 247) | (8 816) |
| Dette nette¹ | 20 127 | 34 862 |

Le total de la dette, compte tenu du swap de devises, a diminué de 0,3 M\$ pour s'établir à 43,4 M\$ au 30 septembre 2016, par rapport à 43,7 M\$ au 31 décembre 2015.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 14,7 M\$, pour s'établir à 20,1 M\$ au 30 septembre 2016, par rapport à 34,9 M\$ au 31 décembre 2015.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises pour couvrir la déventure libellée en dollars canadiens convertible en dollars américains.

Fonds provenant de l'exploitation

| | T3 2016 | T3 2015 | Neuf premiers mois de 2016 | Neuf premiers mois de 2015 |
|---|-----------------|----------|----------------------------|----------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation¹ | 238 | (620) | 7 230 | (4 117) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net | (1 368) | (5 081) | (4 811) | (16 648) |
| Variation du fonds de roulement | 9 160 | 14 460 | 13 026 | 51 994 |
| Autres | (691) | 2 930 | (710) | 6 086 |
| | 7 101 | 12 309 | 7 505 | 41 432 |
| Variation totale de la dette nette¹ | 7 339 | 11 689 | 14 735 | 37 315 |
| Dette nette ¹ au début de la période | (27 466) | (58 381) | (34 862) | (84 007) |
| Dette nette¹ à la fin de la période | (20 127) | (46 692) | (20 127) | (46 692) |

Les fonds provenant de l'exploitation¹ se sont établis à 0,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2016 et à 7,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2016, en hausse de respectivement 0,9 M\$ et 11,3 M\$ par rapport aux fonds affectés à l'exploitation¹ de respectivement 0,6 M\$ et 4,1 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. Cette hausse a été renforcée par la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, contrebalançant l'écart négatif découlant de l'incidence positive moindre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent de la variation du fonds de roulement.

Informations relatives aux actions

| | Au 1 ^{er} novembre 2016 | Au 30 septembre 2016 |
|---|----------------------------------|----------------------|
| Actions émises et en circulation | 83 979 657 | 83 979 657 |
| Options sur actions pouvant être émises | 2 860 648 | 2 860 648 |
| Déventures convertibles pouvant être émises | 9 777 777 | 9 777 777 |

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 17 et 25 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Engagements

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,8 M\$ au 30 septembre 2016 (0,5 M\$ au 31 décembre 2015).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2015 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2015. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les actifs font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme sera obligatoire le 1^{er} janvier 2018 pour la Société, et son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et sera obligatoire pour la Société le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet en vertu des IFRS. La norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur aux termes de l'IFRS 16 reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a modifié l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, exigeant ainsi la présentation (dans la mesure nécessaire) des changements suivants dans les passifs découlant d'activités de financement : i) changements dans les flux de trésorerie découlant d'activités de financement; ii) changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) effet des changements dans les taux de change; iv) changements dans les justes valeurs et v) autres changements. L'un des moyens de satisfaire à ces nouvelles obligations d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture dans l'état de la situation financière à l'égard des passifs découlant d'activités de financement. Les modifications précisent aussi que les changements dans les passifs découlant d'activités de financement doivent être présentés séparément des changements dans les autres actifs et passifs. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2015 de la Société.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2016 et 2015. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à ce moment-là.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2015 de 5N Plus daté du 23 février 2016. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions et d'investissements, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et risques associés au fait d'être une société cotée. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, les coûts des litiges et de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, qui ne sont pas courants, par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et le swap de devises lié aux débetures convertibles, et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Prix des métaux

(en dollars américains le kilo)

Bismuth



Gallium



Germanium



Indium



Sélénium



Tellure



Source : Low Metal Bulletin

Données sélectionnées

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles pour les exercices 2014 à 2016.

| (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action) | T1 | T2 | T3 | T4 | Depuis le début de l'exercice |
|---|-----------|-----------|-----------|--------------|-------------------------------|
| Exercice 2016 | | | | | |
| Produits | 63 868 | 57 435 | 55 491 | ² | 176 794 |
| BAIIA ¹ | 2 884 | 5 358 | 2 066 | ² | 10 308 |
| BAIIA ajusté ¹ | 4 250 | 4 714 | 6 816 | ² | 15 780 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus | (1 907) | 86 | (4 232) | ² | (6 053) |
| Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus | (0,02) \$ | - \$ | (0,05) \$ | ² | (0,07) \$ |
| Résultat net | (1 909) | 87 | (4 232) | ² | (6 054) |
| Résultat de base par action | (0,02) \$ | - \$ | (0,05) \$ | ² | (0,07) \$ |
| Résultat dilué par action | (0,02) \$ | - \$ | (0,05) \$ | ² | (0,07) \$ |
| Résultat net ajusté ¹ | (653) | 45 | 2 298 | ² | 1 690 |
| Résultat net de base ajusté par action ¹ | (0,01) \$ | - \$ | 0,03 \$ | ² | 0,02 \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation ¹ | 2 471 | 4 521 | 238 | ² | 7 230 |
| Carnet de commandes ¹ | 145 jours | 157 jours | 148 jours | ² | 148 jours |
| Exercice 2015 | | | | | Total |
| Produits | 95 663 | 87 250 | 68 732 | 59 367 | 311 012 |
| BAIIA ¹ | 3 406 | (5 966) | (26 136) | (26 000) | (54 696) |
| BAIIA ajusté ¹ | 270 | 1 963 | 1 052 | 674 | 3 959 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus | (1 949) | (20 463) | (32 171) | (42 615) | (97 198) |
| Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus | (0,02) \$ | (0,24) \$ | (0,38) \$ | (0,51) \$ | (1,16) \$ |
| Résultat net | (1 951) | (20 464) | (32 171) | (42 615) | (97 201) |
| Résultat de base par action | (0,02) \$ | (0,24) \$ | (0,38) \$ | (0,51) \$ | (1,16) \$ |
| Résultat dilué par action | (0,05) \$ | (0,24) \$ | (0,38) \$ | (0,51) \$ | (1,16) \$ |
| Résultat net ajusté ¹ | (2 472) | (6 125) | (5 652) | (12 966) | (27 215) |
| Résultat net de base ajusté par action ¹ | (0,03) \$ | (0,07) \$ | (0,07) \$ | (0,15) \$ | (0,32) \$ |
| Fonds affectés à l'exploitation ¹ | (2 015) | (1 482) | (620) | (5 734) | (9 851) |
| Carnet de commandes ¹ | 142 jours | 137 jours | 134 jours | 158 jours | 158 jours |
| Exercice 2014 | | | | | Total |
| Produits | 142 379 | 136 597 | 114 438 | 114 781 | 508 195 |
| BAIIA ¹ | 11 178 | 11 524 | 12 721 | 4 021 | 39 444 |
| BAIIA ajusté ¹ | 10 501 | 10 816 | 8 071 | 5 657 | 35 045 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus | 4 655 | 4 436 | 4 172 | (2 451) | 10 812 |
| Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus | 0,06 \$ | 0,05 \$ | 0,05 \$ | (0,03) \$ | 0,13 \$ |
| Résultat net | 4 519 | 4 436 | 4 171 | (2 453) | 10 673 |
| Résultat de base par action | 0,05 \$ | 0,05 \$ | 0,05 \$ | (0,03) \$ | 0,13 \$ |
| Résultat dilué par action | 0,05 \$ | 0,05 \$ | (0,01) \$ | (0,04) \$ | 0,05 \$ |
| Résultat net ajusté ¹ | 4 916 | 4 303 | 170 | 1 247 | 10 636 |
| Résultat net de base ajusté par action ¹ | 0,06 \$ | 0,05 \$ | - \$ | 0,01 \$ | 0,13 \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation ¹ | 6 806 | 5 774 | 982 | 4 030 | 17 592 |
| Carnet de commandes ¹ | 120 jours | 100 jours | 109 jours | 122 jours | 122 jours |

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Non disponible.